

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot | 71065 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Périgny, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 1 mai 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT

Aux membres du conseil de la **Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot**

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot** au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La ville n'a pas obtenu les informations concernant le coût de désamiantage et le risque de présence d'amiante devant être utilisés pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers consolidés, aux charges ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

RAPPORT

Autre point

Les états financiers de la **Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot** pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée le 13 juin 2023.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 1er mai 2024

1 par CPA Auditrice, permis de comptabilité publique no A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	17 186 262	18 077 461	16 408 224
Compensations tenant lieu de taxes	2	141 110	116 891	129 691
Quotes-parts	3			
Transferts	4	851 965	4 240 584	4 257 918
Services rendus	5	629 487	672 641	447 864
Imposition de droits	6	1 489 000	1 356 463	1 752 888
Amendes et pénalités	7	35 000	23 358	44 445
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	195 467	493 251	282 827
Autres revenus	10	823 000	847 441	33 569
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	21 351 291	25 828 090	23 357 426
Charges				
Administration générale	14	2 340 867	2 365 307	2 430 620
Sécurité publique	15	3 956 534	4 496 354	3 748 795
Transport	16	4 126 271	5 173 610	4 723 854
Hygiène du milieu	17	4 622 081	4 993 851	4 064 679
Santé et bien-être	18	102 447	120 786	97 401
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 095 060	867 660	904 546
Loisirs et culture	20	3 545 741	4 504 520	3 865 016
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	763 843	841 090	670 761
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	20 552 844	23 363 178	20 505 672
Excédent (déficit) de l'exercice	25	798 447	2 464 912	2 851 754
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		52 746 047	49 894 293
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		52 746 047	49 894 293
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		55 210 959	52 746 047

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 230 767	3 406 726
Débiteurs (note 5)	2	13 454 452	10 578 179
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	15 685 219	13 984 905
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	9 340 016	8 492 987
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 147 201	4 387 506
Revenus reportés (note 11)	12	363 877	367 957
Dette à long terme (note 12)	13	30 589 214	20 960 192
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	44 440 308	34 208 642
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(28 755 089)	(20 223 737)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	83 519 797	72 886 853
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	43 456	38 217
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	402 795	44 714
	23	83 966 048	72 969 784
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	55 210 959	52 746 047
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	55 210 959	52 746 047
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	55 210 959	52 746 047
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	798 447	2 464 912	2 851 754
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 ()	()	14 408 787	15 283 537
Produit de cession	3		548	17 393
Amortissement	4		3 775 843	3 445 478
(Gain) perte sur cession	5		(548)	(11 397)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(10 632 944)	(11 832 063)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(5 239)	2 661
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(358 081)	(10 356)
	13		(363 320)	(7 695)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	798 447	(8 531 352)	(8 988 004)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(20 223 737)	(11 235 733)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(20 223 737)	(11 235 733)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(28 755 089)	(20 223 737)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 464 912	2 851 754
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 775 843	3 445 478
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession	3.1	(548)	(11 397)
	4	6 240 207	6 285 835
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(2 876 273)	(2 558 188)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(240 305)	1 414 282
Revenus reportés	8	(4 080)	(9 277)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(5 239)	2 661
Autres actifs non financiers	12	(358 081)	(10 356)
	13	2 756 229	5 124 957
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(14 408 787)	(15 283 537)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	548	17 393
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(14 408 239)	(15 266 144)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	16 412 549	3 373 200
Remboursement de la dette à long terme	25	(6 601 250)	(1 495 382)
Variation nette des emprunts temporaires	26	847 029	8 492 987
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(182 277)	2 105
Autres			
▪	28.1		
	29	10 476 051	10 372 910
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(1 175 959)	231 723
Solde déjà établi	31	3 406 726	3 175 003
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	3 406 726	3 175 003
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 230 767	3 406 726

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot (ci-après "la Ville") est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »). L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La Ville participe au partenariat de la Régie de l'eau de l'Île Perrot.

Les comptes de la Ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et sont combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

La Ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant : la Régie de l'eau de L'Île-Perrot.

Les comptes de la ville et de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes inter-organismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot pour l'exercice est de 42.85 % pour la consommation et de 40.76 % pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 40.62 % et 40.76 % en 2022.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression Administration municipale utilisée réfère à la Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot excluant l'organisme qu'elle contrôle.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités. Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

E) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

	Taux
Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans, et dégressif 30 %
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 et 10 ans

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

G) Avantages sociaux futursRégimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la Ville et la Régie de l'eau de L'Île-Perrot est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, (à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer), les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres élémentsAffectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Actifs éventuels

S/O

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptablesAdoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

L'organisme municipal n'a pas évalué, comptabilisé ni fourni les informations requises, au 31 décembre 2023, concernant le coût du désamiantage et le risque de présence d'amiante devant être utilisé pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations dans ses états financiers en vertu de cette norme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 230 767	3 406 726
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 230 767	3 406 726
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	2 230 767	3 406 726
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 230 767	2 317 367
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	4 980 549	

Note**5. Débiteurs**

		2023	2022
Taxes municipales	9	1 604 243	1 351 064
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 720 573	5 605 049
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 830 433	2 435 573
Organismes municipaux	13	615 298	579 532
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	420 569	510 846
▪ Autres	14.2	263 336	96 115
	15	13 454 452	10 578 179
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 830 175	1 968 103
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 830 175	1 968 103
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	42 282	22 312
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	6 381 400	4 179 978
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	555 581	577 980
Ministère de la Culture et des Communications	25	464 667	528 765
Autres ministères/organismes	26	318 925	318 326
	27	7 720 573	5 605 049

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2.34 % à 4.11 % (2.34 % à 4.11 % au 31 décembre 2022) et viennent à échéance au plus tard en 2040.

Les montants des débiteurs non affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 0.79 % à 4.58 % (0.47 % à 3.39 % au 31 décembre 2022) et viennent à échéance au plus tard en 2026.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

	2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
	35	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	
Autres	39	
	40	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 17 926 000 \$ (15 541 200 \$ au 31 décembre 2022) portant intérêt au taux préférentiel, soit 7.2 % (6.45 % au 31 décembre 2022) et renouvelables annuellement. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes et d'investissement de la Ville. Une somme de 7 329 568 \$ est utilisée au 31 décembre 2023 (8 396 222 \$ au 31 décembre 2022).

L'organisme du périmètre comptable bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 6 297 796 \$ (13 087 900 \$ au 31 décembre 2022) portant intérêt au taux préférentiel. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes et d'investissement de l'organisme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 583 286	1 895 678
Salaires et avantages sociaux	42	65 801	
Dépôts et retenues de garantie	43	1 537 557	1 220 497
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus	45.1	261 736	135 146
▪ Organismes municipaux	45.2	130 011	575 301
▪ All. départ des élus à payer	45.3	111 335	95 039
▪ Vacances à payer	45.4	259 233	312 238
▪ Frais courus	45.5	198 242	153 607
	46	4 147 201	4 387 506

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	87 019	91 099
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	47 002	47 002
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Transferts	60.1	229 856	229 856
	61	363 877	367 957

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	6,00	2025	2048	62	30 846 904	21 035 605
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	30 846 904	21 035 605
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(257 690)	(75 413)
					72	30 589 214	20 960 192

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		1 882 710			1 882 710
2025	74		1 953 419			1 953 419
2026	75		2 002 657			2 002 657
2027	76		2 079 418			2 079 418
2028	77		2 156 297			2 156 297
2029 et plus	78		20 772 403			20 772 403
	79		30 846 904			30 846 904
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		30 846 904			30 846 904

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	259 087
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	31 526
	90	290 613
		320 396

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98 ()(
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	36 003 969	1 935 090		37 939 059
Eaux usées	103	31 848 461	2 106 799		33 955 260
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	14 076 301	5 051 651		19 127 952
Autres					
▪ Parcs	105.1	12 110 130	125 770		12 235 900
▪ Sécurité	105.2	5 410 870	403 053		5 813 923
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	6 250 361	8 567 438		14 817 799
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	4 132 150	171 975		4 304 125
Ameublement et équipement de bureau	110	765 446	43 868		809 314
Machinerie, outillage et équipement divers	111	2 184 864	440 804		2 625 668
Terrains	112	2 019 318	2 162 027		4 181 345
Autres	113				
	114	114 801 870	21 008 475		135 810 345
Immobilisations en cours	115	11 804 482	(6 599 688)		5 204 794
	116	126 606 352	14 408 787		141 015 139
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	19 899 528	749 194		20 648 722
Eaux usées	118	15 807 349	648 066		16 455 415
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	8 044 411	941 739		8 986 150
Autres					
▪ Parcs	120.1	4 475 817	542 028		5 017 845
▪ Sécurité	120.2	271 091	139 002		410 093
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	2 756 991	257 381		3 014 372
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	967 662	238 194		1 205 856
Ameublement et équipement de bureau	125	523 845	61 998		585 843
Machinerie, outillage et équipement divers	126	972 805	198 241		1 171 046
Autres	127				
	128	53 719 499	3 775 843		57 495 342
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	72 886 853			83 519 797
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	139.1			
	140			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	141.1			
	142			
VALEUR COMPTABLE NETTE	143			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Assurances payées d'avance	144.1	402 795
Autres		
▪	145.1	
	146	402 795
		44 714

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de déneigement et d'enlèvement des ordures échéant en 2025, à verser une somme totalisante 3 925 558 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les deux prochains exercices s'élèvent à 1 947 231 \$ en 2024 et à 1 978 327 \$ en 2025.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 381 662 \$ sur une période de 17 ans. L'échéancier de ces subventions est de 56 465 \$ en 2024, 48 718 \$ en 2025, 41 456 \$ en 2026, 38 058 \$ en 2027 et 196 965 \$ en 2028 et les années suivantes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville reçoit annuellement du Ministère des Transport des subventions pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés pour lesquels elle n'a pas contracté d'emprunt. Les encaissements prévus en intérêts totalisent 4 919 \$ sur une période de 5 ans. L'échéancier de ces subventions est de 1 639 \$ en 2024, 1 312 \$ en 2025, 984 \$ en 2026, 656 \$ en 2027 et 328 \$ en 2028.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimée à plus de 4 078 500 \$ ont été entreprises contre la municipalité. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la municipalité qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

25. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes et des mutations), aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir. L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation et les mutations à recevoir, est réduit puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	9 992 261 \$	7 416 636 \$
En souffrance de moins de 30 jours	612 164 \$	571 298 \$
En souffrance de 30 à 60 jours	113 050 \$	0 \$
En souffrance de plus de 60 jours	101 949 \$	86 989 \$
	10 819 424 \$	8 074 923 \$
Moins la provision pour créances douteuses		
	10 819 424 \$	8 074 923 \$

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est correctement évaluée pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2023					
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts	7 121 912 \$	2 218 104	0 \$	0 \$	9 340 016 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 002 651 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 002 651 \$
Intérêts courus à payer	261 736 \$	0 \$	0 \$	0 \$	261 736 \$
Dettes	1 882 710 \$	5 699 876 \$	4 160 215 \$	19 104 103 \$	30 846 904 \$
Total	13 269 009 \$	7 917 980 \$	4 160 215 \$	19 104 103 \$	44 451 307 \$

2022					
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts	4 551 631 \$	3 941 357 \$	0 \$	0 \$	8 492 988 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 317 280 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 317 280 \$
Intérêts courus à payer	135 116 \$	0 \$	0 \$	0 \$	135 116 \$
Dettes	1 590 700 \$	4 688 820 \$	3 541 645 \$	11 214 440 \$	21 035 605 \$
Total	10 594 727 \$	8 630 177 \$	3 541 645 \$	11 214 440 \$	33 980 989 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La ville est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers mais comme la ville a l'intention de conserver ses placements jusqu'à échéance, il est peu exposé à ce risque.

La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers Trésorerie et équivalents de trésorerie	347 315 \$	1 881 791 \$	2 229 106 \$
Débiteurs	9 900 132 \$	0 \$	9 900 132 \$
Passifs financiers Emprunts	0 \$	12 261 973 \$	12 261 973 \$
Dettes	30 846 904 \$	0 \$	30 846 904 \$

31 décembre 2022	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers Trésorerie et équivalents de trésorerie	253 818 \$	3 151 248 \$	3 405 066 \$
Débiteurs	7 401 179 \$	0 \$	7 401 179 \$
Passifs financiers Emprunts	0 \$	8 492 987 \$	8 492 987 \$
Dettes	21 035 605 \$	0 \$	21 035 605 \$

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) 408 798 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2023 (261 235 \$ en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2023.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	16 408 224	17 186 262	18 077 461			18 077 461
Compensations tenant lieu de taxes	2	129 691	141 110	116 891			116 891
Quotes-parts	3					1 326 762	
Transferts	4	827 430	851 965	962 237			962 237
Services rendus	5	467 838	629 487	705 759			672 641
Imposition de droits	6	1 752 888	1 489 000	1 356 463			1 356 463
Amendes et pénalités	7	44 445	35 000	23 358			23 358
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	269 535	195 467	455 123		38 128	493 251
Autres revenus	10	33 528	823 000	847 411		30	847 441
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	19 933 579	21 351 291	22 544 703		1 364 920	22 549 743
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	3 427 365		3 278 347			3 278 347
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	3 427 365		3 278 347			3 278 347
	22	23 360 944	21 351 291	25 823 050		1 364 920	25 828 090
Charges							
Administration générale	23	2 188 331	2 340 867	2 257 158	108 149		2 365 307
Sécurité publique	24	3 639 291	3 956 534	4 235 623	260 731		4 496 354
Transport	25	3 619 192	4 126 271	3 971 616	1 201 994		5 173 610
Hygiène du milieu	26	3 265 432	4 622 081	4 053 985	1 095 273	1 204 473	4 993 851
Santé et bien-être	27	97 401	102 447	120 786			120 786
Aménagement, urbanisme et développement	28	904 038	1 095 060	867 152	508		867 660
Loisirs et culture	29	3 103 267	3 545 741	3 718 795	785 725		4 504 520
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	600 612	763 843	769 572		71 518	841 090
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 124 639		3 452 380	(3 452 380)		
	34	20 542 203	20 552 844	23 447 067		1 275 991	23 363 178
Excédent (déficit) de l'exercice	35	2 818 741	798 447	2 375 983		88 929	2 464 912

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 818 741	798 447	2 375 983	2 464 912
Moins : revenus d'investissement	2	(3 427 365)		(3 278 347)	(3 278 347)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(608 624)	798 447	(902 364)	(813 435)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	3 124 639		3 452 380	3 775 843
Produit de cession	5	17 393		548	548
(Gain) perte sur cession	6	(11 397)		(548)	(548)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	3 130 635		3 452 380	3 775 843
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 071 132)	(1 153 773)	(1 183 474)	(1 482 775)
	18	(1 071 132)	(1 153 773)	(1 183 474)	(1 482 775)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(189 014)	(33 298)	(112 934)	(122 072)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		366 692		
Excédent de fonctionnement affecté	21	10 400	13 000	15 670	15 670
Réserves financières et fonds réservés	22	(174 809)	8 932	(295 888)	(318 295)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(353 423)	355 326	(393 152)	(424 697)
	26	1 706 080	(798 447)	1 875 754	1 868 371
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 097 456		973 390	1 054 936

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 427 365	3 278 347	3 278 347
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	53 029)(	58 069)(	58 069)
Sécurité publique	3 (	6 413 173)(	5 589 572)(	5 589 572)
Transport	4 (	3 169 656)(	1 141 611)(	1 141 611)
Hygiène du milieu	5 (	4 334 981)(	2 969 010)(	2 019 145)(
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	64 427)())
Loisirs et culture	8 (	1 033 163)(	2 631 380)(	2 631 380)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	15 068 429)(	12 389 642)(	2 019 145)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 373 200	11 432 000	11 432 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	189 014	112 934	9 138
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 305 684	1 262 617	1 262 617
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	1 128 798	578 230	24 310
	19	2 623 496	1 953 781	33 448
	20	(9 071 733)	996 139	(1 985 697)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(5 644 368)	4 274 486	(1 985 697)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 904 109	1 542 408	688 359	2 230 767
Débiteurs (note 5)	2	10 546 820	13 257 585	265 805	13 454 452
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	13 450 929	14 799 993	954 164	15 685 219
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	8 396 222	7 329 568	2 010 448	9 340 016
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 304 458	3 708 305	507 834	4 147 201
Revenus reportés (note 11)	12	367 957	363 877		363 877
Dette à long terme (note 12)	13	18 005 045	27 940 356	2 648 858	30 589 214
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	31 073 682	39 342 106	5 167 140	44 440 308
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(17 622 753)	(24 542 113)	(4 212 976)	(28 755 089)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	67 046 905	75 984 167	7 535 630	83 519 797
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20			43 456	43 456
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	44 714	402 795		402 795
	23	67 091 619	76 386 962	7 579 086	83 966 048
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	3 682 007	3 382 373	283 371	3 665 744
Excédent de fonctionnement affecté	25	193 347	188 085	180 758	368 843
Réserves financières et fonds réservés	26	1 756 205	1 467 628	26 064	1 493 692
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	(7 096 223)	(2 815 503)	(2 001 509)	(4 817 012)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	50 933 530	49 622 266	4 877 426	54 499 692
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	49 468 866	51 844 849	3 366 110	55 210 959
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	4 719 301	4 522 991	4 877 624	4 520 406
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 151 434	1 080 276	1 162 311	1 095 663
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7			14 224	20 283
Autres biens et services	8	10 666 496	10 225 688	10 622 688	8 858 034
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	753 043	746 675	818 193	518 721
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	10 800	22 897	22 897	152 040
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 070 028	3 190 450	1 863 688	1 713 068
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		3 452 380	3 775 843	3 445 478
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Dons et subventions	21.1	176 750	156 958	156 958	154 622
▪ Réclamaton dommages	21.2	2 992	22 427	22 427	17 747
▪ Mauvaises créances	21.3	2 000	26 325	26 325	9 610
	22	20 552 844	23 447 067	23 363 178	20 505 672

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
 AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 665 744	3 883 832
Excédent de fonctionnement affecté	2	368 843	374 105
Réserves financières et fonds réservés	3	1 493 692	1 784 172
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(4 817 012)	(7 112 035)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	54 499 692	53 815 973
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	55 210 959	52 746 047
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 382 373	3 682 007
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	283 371	201 825
	11	3 665 744	3 883 832
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fonds jeunesse	12.1	66 701	71 963
▪ Fonds pour rôle d'évaluation	12.2	100 000	100 000
▪ Fonds vert	12.3	21 384	21 384
	13	188 085	193 347
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Eaux usées 2023	14.1	59 115	59 115
▪ Groupe électrogène	14.2	121 643	121 643
	15	180 758	180 758
	16	368 843	374 105

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Élections	17.1	
▪ Transport en commun	17.2	190 000
▪ Sécurité incendie	17.3	69 265
▪ Eau et voirie	17.4	350 000
▪ Infrastructures	17.5	141 595
	18	750 860
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	239 879
Organismes contrôlés et partenariats	22	26 064
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	416 889
Organismes contrôlés et partenariats	26	423 125
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	60 000
Autres	30.1	
	31	742 832
	32	1 493 692
		724 910
		1 784 172

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres	55.1 ()(
▪	56.1 ()(
	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres	61	
▪	62.1	
	63	
	64 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	840 724
Investissements à financer	66 (	5 657 736)(
	67	7 112 035)
		(7 112 035)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	83 519 797
Propriétés destinées à la revente	69	72 886 853
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73	83 519 797
	74	72 886 853
Ajustements aux éléments d'actif	75	83 519 797
		72 886 853
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (	30 589 214)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	20 960 192)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	75 413)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	1 830 175
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	1 968 103
	81 (	29 016 729)(
	82 (	19 067 502)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	83 (	3 376)(
	84	3 378)
		29 020 105)(
		19 070 880)
		54 499 692
		53 815 973

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()(
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 2

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées où les cotisations sont versées par l'employeur et les adhérents.

Les contributions des employés et celles de la ville, ainsi que les autres revenus et charges, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le régime de retraite des employés de la régie de l'eau est un régime à cotisations déterminées. L'employé et la régie contribuent au régime à un taux de 7 % du salaire brut régulier.

La dépense est représentée par la cotisation due par la régie en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	259 087
	110	290 323
	259 087	290 323

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7
	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	8 936	7 792
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	31 526	30 073
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	31 526	30 073

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	13 400 907	13 936 487	12 677 776
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	13 400 907	13 936 487	12 677 776
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 220 590	1 199 085	1 210 591
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	1 003 218	1 014 658	996 226
Matières résiduelles	15	385 650	390 277	349 504
Autres				
▪ Matières recyclables	16.1	344 000	348 468	341 882
▪ Matières compostables	16.2	408 595	413 623	406 363
Centres d'urgence 9-1-1	17	50 000	55 374	49 744
Service de la dette	18	373 302	719 489	376 138
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 785 355	4 140 974	3 730 448
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 785 355	4 140 974	3 730 448
	27	17 186 262	18 077 461	16 408 224

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	44 135	36 340	37 347
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	69 907	57 560	63 930
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	114 042	93 900	101 277
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	27 068	22 991	28 414
	45	27 068	22 991	28 414
	46	141 110	116 891	129 691

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	15 000	19 546	19 546
Enlèvement de la neige	53			45 829
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			3 123
Réseau de distribution de l'eau potable	63	34 875	34 875	36 466
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65	16 097	16 096	17 464
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	175 000	326 325	326 325
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72	319 406	289 301	289 301
Autres	73			319 190

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80	30 000	15 000	15 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	15 000	14 648	14 648
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	64 734	64 594	64 594
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	670 112	780 385	780 385
				686 265

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			676 065
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			350 812
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102	553 013	553 013	954 671
Traitement des eaux usées	103			73 436
Réseaux d'égout	104			1 334 442
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	2 004 721	2 004 721	
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122	720 613	720 613	37 939
Réseau d'électricité	123			
	124	3 278 347	3 278 347	3 427 365

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	181 853	181 852	144 288
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	181 853	181 852	144 288
TOTAL DES TRANSFERTS	136	851 965	4 240 584	4 257 918

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142			
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152	278 751	33 118	29 960
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			8 359
	164	278 751	33 118	38 319

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178	278 751	33 118	38 319

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	28 449	28 795	27 749
	182	28 449	28 795	27 749
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190	11 549	9 677	25 386
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	11 549	9 677	25 386
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197	7 200	3 896	5 420
Réseau de distribution de l'eau potable	198			
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203	31 025	4 811	10 665
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	38 225	8 707	16 085

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215	25 920	17 900	17 900
	216	25 920	17 900	12 600
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	235 281	595 840	595 840
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	8 312	11 722	11 722
Autres	219	3 000		7 245
	220	246 593	607 562	607 562
Réseau d'électricité	221			
	222	350 736	672 641	672 641
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	629 487	705 759	672 641
				447 864

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	39 000	50 318	64 538
Droits de mutation immobilière	225	1 450 000	1 306 145	1 688 350
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	1 489 000	1 356 463	1 752 888
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	35 000	23 358	44 445
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	195 467	455 123	282 827
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	16 000	548	11 397
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239	5 000	13 557	22 131
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	802 000	833 306	41
	242	823 000	847 411	33 569
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	455 927	430 838		430 838	443 532
Greffe et application de la loi	2	463 943	379 436		379 436	411 005
Gestion financière et administrative	3	888 675	961 435		961 435	1 082 891
Évaluation	4	70 554	70 041		70 041	65 217
Gestion du personnel	5	22 372	31 617		31 617	33 650
Autres						
▪ Autres	6.1	439 396	383 791	108 149	491 940	394 325
	7	2 340 867	2 257 158	108 149	2 365 307	2 430 620
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	2 160 416	2 407 997		2 407 997	1 792 200
Sécurité incendie	9	1 365 102	1 347 071	260 068	1 607 139	1 366 323
Sécurité civile	10	394 589	443 239		443 239	510 471
Autres	11	36 427	37 316	663	37 979	79 801
	12	3 956 534	4 235 623	260 731	4 496 354	3 748 795
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	2 235 285	2 119 850	1 098 158	3 218 008	3 010 092
Enlèvement de la neige	14	1 129 862	1 060 110	40 291	1 100 401	910 998
Éclairage des rues	15	118 622	134 260	63 545	197 805	206 368
Circulation et stationnement	16	74 541	94 441		94 441	65 259
Transport collectif						
Transport en commun	17	567 961	562 955		562 955	531 137
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	4 126 271	3 971 616	1 201 994	5 173 610	4 723 854

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	1 260 945	1 326 762		1 326 762	1 015 697	812 394
Réseau de distribution de l'eau potable	23	124 115	86 822	230 703	317 525	473 183	411 881
Traitement des eaux usées	24	1 324 282	714 935	864 570	1 579 505	1 579 505	1 503 115
Réseaux d'égout	25	234 541	227 371		227 371	227 371	192 811
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	209 868	191 900		191 900	191 900	188 657
Élimination	27	267 601	277 785		277 785	277 785	258 542
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28	334 643	327 999		327 999	327 999	331 826
Tri et conditionnement	29						
Matières organiques							
Collecte et transport	30	687 240	711 148		711 148	711 148	229 329
Traitement	31	61 569	61 569		61 569	61 569	54 196
Matériaux secs							
Autres							
Plan de gestion	34						
Autres							
Cours d'eau	36	10 606	36 968		36 968	36 968	9 633
Protection de l'environnement	37	106 671	90 726		90 726	90 726	72 295
Autres							
	39	4 622 081	4 053 985	1 095 273	5 149 258	4 993 851	4 064 679
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40	95 107	115 249		115 249	115 249	96 552
Sécurité du revenu	41						
Autres							
	42	7 340	5 537		5 537	5 537	849
	43	102 447	120 786		120 786	120 786	97 401

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023		Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	766 908	619 506	619 506	619 506	631 748
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46	60 000	30 000	30 000	30 000	20 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47	159 898	161 038	161 038	161 038	139 232
Tourisme	48	108 254	56 608	56 608	56 608	113 058
Autres	49					
Autres	50		508	508	508	508
	51	1 095 060	867 152	867 660	867 660	904 546
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	842 782	807 652	41 918	849 570	873 601
Patinoires intérieures et extérieures	53	34 107	369 356		369 356	20 379
Piscines, plages et ports de plaisance	54	54 573	38 770		38 770	39 300
Parcs et terrains de jeux	55	1 623 103	1 595 888	617 485	2 213 373	1 914 038
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57	275 900	225 870		225 870	230 198
Autres	58	15 000	58 025	74 510	132 535	79 941
	59	2 845 465	3 095 561	733 913	3 829 474	3 157 457
Activités culturelles						
Centres communautaires	60	58 873	44 826		44 826	58 895
Bibliothèques	61	508 788	437 521	51 812	489 333	507 119
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63	20 000	22 100		22 100	31 296
Autres	64	112 615	118 787		118 787	110 249
	65	700 276	623 234	51 812	675 046	707 559
	66	3 545 741	3 718 795	785 725	4 504 520	3 865 016

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	689 906	699 550		699 550	768 243	481 712
Autres frais	69	63 137	47 125		47 125	49 950	37 009
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70						
Autres	71	10 800	22 897		22 897	22 897	152 040
	72	763 843	769 572		769 572	841 090	670 761
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		3 452 380 (	3 452 380)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot | 71065 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalizations		Réalizations	
		2023		2023	2022
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1				215 108
Usines de traitement de l'eau potable	2			1 985 696	
Usines et bassins d'épuration	3	146 041		146 041	327 014
Conduites d'égout	4	684 605		684 605	3 956 410
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 523 744		2 523 744	2 727 377
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8	117 996		117 996	65 336
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10	414 540		414 540	866 363
Autres infrastructures	11	1 409 888		1 409 888	162 732
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	4 028 813		4 028 813	4 187 957
Édifices communautaires et récréatifs	14	131 395		131 395	4 703
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	171 975		171 975	2 247 649
Ameublement et équipement de bureau	18	43 868		43 868	96 757
Machinerie, outillage et équipement divers	19	554 750		588 199	426 131
Terrains	20	2 162 027		2 162 027	
Autres	21				
	22	12 389 642		14 408 787	15 283 537

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			215 108
Usines de traitement de l'eau potable	2		1 985 696	
Usines et bassins d'épuration	3	146 041	146 041	327 014
Conduites d'égout	4	684 605	684 605	3 956 410
Autres infrastructures	5	2 632 693	2 632 693	2 800 603
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10	1 833 475	1 833 475	1 021 205
Autres immobilisations corporelles	11	7 092 828	7 126 277	6 963 197
	12	12 389 642	14 408 787	15 283 537

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 312 952		293 869	4 019 083
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	14 754 550	11 432 000	1 188 904	24 997 646
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	19 067 502	11 432 000	1 482 773	29 016 729
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 968 103		137 928	1 830 175
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 968 103		137 928	1 830 175
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	14				
	15	1 968 103		137 928	1 830 175
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	16				
	17				
	18	1 968 103		137 928	1 830 175
	19	21 035 605	11 432 000	1 620 701	30 846 904
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	21 035 605	11 432 000	1 620 701	30 846 904

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité***Administration municipale**

Dette à long terme	1	28 188 700
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 656 227
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 830 175
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	840 724
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	29 174 028
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	4 661 371
Endettement net à long terme	14	33 835 399
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	296 680
Communauté métropolitaine	16	176 507
Autres organismes	17	1 924 000
Endettement total net à long terme	18	36 232 586
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	36 232 586
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	3 364	3 649	3 463
Évaluation	2	68 554	68 553	63 454
Autres	3	139 944	143 656	126 018
Sécurité publique				
Police	4	18 011	17 586	20 375
Sécurité incendie	5	12 947	12 948	13 790
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	567 961	562 955	531 137
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 260 945	1 326 762	
Matières résiduelles	12	386 844	386 844	381 965
Cours d'eau	13	10 606	36 968	9 633
Protection de l'environnement	14	63 061	63 868	56 715
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	96 797	117 099	97 401
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	164 431	164 430	163 969
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	163 948	166 345	134 899
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	112 615	118 787	110 249
Réseau d'électricité				
	24			
	25	3 070 028	3 190 450	1 863 688
				1 713 068

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	12 389 642	15 068 429
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	12 389 642	15 068 429

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	19,00	35,00	26 587,00	1 297 376	339 597	1 636 973
Professionnels	2						
Cols blancs	3	17,00	35,00	31 629,00	976 512	236 681	1 213 193
Cols bleus	4	33,00	40,00	68 410,00	1 963 472	473 096	2 436 568
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	69,00		126 626,00	4 237 360	1 049 374	5 286 734
Élus	9	7,00			285 631	30 902	316 533
	10	76,00			4 522 991	1 080 276	5 603 267

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	34 875	168 984	384 029		587 888
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	16 096				16 096
Autres	6	587 771	1 278 721	740 648	1 029 460	3 636 600
	7	638 742	1 447 705	1 124 677	1 029 460	4 240 584

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	22 897	152 041
	4	22 897	152 041
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	181 192	21 419
Sécurité civile	7	26 477	27 640
Autres	8		
	9	207 669	49 059
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	213 142	150 793
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	213 142	150 793
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	103 425	76 100
Traitement des eaux usées	18	87 127	89 313
Réseaux d'égout	19	56 846	634
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	247 398	166 047
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	59 049	60 844
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	19 417	21 828
Autres	38		
	39	78 466	82 672
Réseau d'électricité			
	40		
	41	769 572	600 612

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Danie Deschenes	1.1 Maire	62 820	17 297	13 910	
Natalia Pereira	1.2 Conseiller	19 654	9 452		
Bruno Roy	1.3 Conseiller	18 979	9 452		
Normand Pigeon	1.4 Conseiller	18 904	9 452	239	119
Daniel Lauzon	1.5 Conseiller	18 904	9 452	1 300	650
Stephan Denis	1.6 Conseiller	18 904	9 452		
Jean Fournel	1.7 Conseiller	18 904	9 452		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			1 000 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3			_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5			_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6			_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7			_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8			_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9			_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10			_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11			_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12			_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13			_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14			_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15			_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16			_____ \$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	17			_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18			_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19			_____ \$
Ligne 24 : Libres	20			_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21			_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22			_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés				
Solde cumulatif au début de l'exercice	23			_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24			_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25			_____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023
- 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023
- 29 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023
- 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023
- 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?
- 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?
- 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?
- 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023
- 37 _____ 47 378 \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?
- 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023
- 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes
- 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide
- 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

Systèmes de drainage

51 _____ \$

Abords de routes

52 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-12-445
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-12-10
12. *Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)*
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 1
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 3
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 2
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 1 208
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 135
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 3
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	5 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	6 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
7. La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	8 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	9 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2024

Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot | 71065 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	13 614 937
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres		
	10	
	11	13 614 937

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	1 190 716
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	1 008 978
Matières résiduelles	15	1 204 438
Autres	16.1	
Centres d'urgence 9-1-1	17	55 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	3 459 132
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	3 459 132
	27	17 074 069

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	38 156
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	60 436
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	98 592

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	98 592

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	2 103 342 654 x	0,6473/100 \$	13 614 937				
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	3		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	4		x /100 \$					
Immeubles industriels	5		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7		x /100 \$					
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9		x /100 \$					
Total	10			13 614 937	()	()		13 614 937
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20				()	()		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21		x /100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Immeubles industriels	25		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x /100 \$					
Autres	27		x /100 \$					
Immeubles forestiers	28		x /100 \$					
Immeubles agricoles	29		x /100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	34		x /100 \$					
Immeubles industriels	35		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x /100 \$					
Autres	37		x /100 \$					
Immeubles forestiers	38		x /100 \$					
Immeubles agricoles	39		x /100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x %		()	()		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>233,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>240,00 \$</u>
Matières résiduelles	5 <u>279,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
-------------	------	------	----------

6.1

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1					
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4					
Autres	5					
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8					

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	OUI	NON
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024, les mesures fiscales suivantes?		
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM		
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	2 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	3 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	4 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM		
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	5 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	6 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	7 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2024 :	8 _____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2024 :	9 _____	\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	10 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024 :		
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	11 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	12 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2024 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	14 _____	87 416 \$
5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	15 _____	\$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	16 _____	2023-12-14

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	17	<u>22 996 920 \$</u>
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	18	<u>1 436 211 \$</u>
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	19	<u>1 246 874 \$</u>
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	20	<u>(288 839) \$</u>